

## RAPPORT DU PRÉSIDENT NATIONAL

**Juin à septembre 2015**

---

Chères consœurs, chers confrères,

Cette période, même si nous étions en été, a été très chargée pour notre syndicat sur plusieurs fronts.

Les membres de la municipalité de London, en Ontario, et de Halifax Water, en Nouvelle-Écosse, ont fait du piquetage, dans les deux cas pour défendre leurs droits et avantages sociaux de longue date dans leur convention collective. J'ai eu le plaisir de me joindre aux membres sur les piquets de grève et de me réjouir de l'heureuse conclusion que nous avons atteinte dans les deux cas.

Le premier ministre a lancé notre pays dans une élection fédérale, la plus longue de notre histoire moderne, en déclenchant officiellement des élections le 2 août 2015. Ce geste cynique au milieu de l'été a été motivé par le désir du premier ministre Harper de réduire au silence les campagnes des autres partis et d'exploiter la puissance financière des conservateurs pour pousser à la dépense tous les autres partis. Malgré tout, comme je l'explique dans le présent rapport, nous aurons une occasion historique, le 19 octobre, d'élire notre tout premier gouvernement fédéral néo-démocrate. C'est maintenant le temps pour nous tous de travailler plus fort que nous ne l'avons jamais fait.

Sur la scène mondiale, récemment en Méditerranée, dans la Manche et en Autriche, nous avons vu des dizaines de milliers de réfugiés à la recherche d'une nouvelle vie, s'évadant de régimes violents et d'une pauvreté abjecte. Ces tragédies qui se déroulent sous nos yeux chaque jour démontrent que la puissance des entreprises n'a jamais été aussi forte dans le monde et que la mobilité des migrants n'a jamais été aussi limitée. L'image d'un jeune garçon syrien, Alan Kurdi, mort sur une plage en Turquie, a attiré l'attention du monde sur le sort des réfugiés.

Dans le présent rapport, je décrirai les luttes de nos syndicats alliés aux États-Unis et au Royaume-Uni, qui démontrent que la pression sur les travailleurs du secteur public est à la fois croissante et impitoyable.

Les derniers préparatifs sont en cours pour la 27<sup>e</sup> assemblée constitutionnelle du SCFP, qui aura lieu à Vancouver du 2 au 6 novembre, 2015. Notre parlement national, l'autorité suprême du SCFP, nous offre l'occasion de débattre de questions clés et de continuer à bâtir

la solidarité de notre syndicat. J'espère sincèrement que votre section locale a fait de notre congrès national une priorité, et que nous vous verrons à Vancouver.

Je remercie tous les militants et membres du personnel pour vos efforts quotidiens au nom de nos 633 000 membres.

## **Scène nationale**

- **Projet de loi C-377**

Le 30 juin 2015, le Sénat canadien a adopté le projet de loi C-377 après le geste sans précédent des sénateurs conservateurs de renverser une décision rendue par le président du Sénat (également nommé par le gouvernement conservateur).

Le projet de loi C-377, qui est bien documenté, représente une intrusion sans précédent, et fort probablement inconstitutionnelle, dans les affaires internes des syndicats canadiens.

Dans les jours suivant l'adoption du projet de loi C-377, j'ai participé à une réunion spéciale du Comité exécutif du Congrès du Travail du Canada (CTC) et j'ai présidé une conférence téléphonique du Conseil exécutif national du SFCP.

Tous les syndicats du CTC ont convenu de collaborer à une contestation judiciaire. Nous savons également que des groupes comme l'Association du Barreau canadien prévoient des contestations semblables. Tous les affiliés ont également convenu de limiter leurs commentaires sur ce projet de loi et de concentrer leurs efforts à la défaite le gouvernement Harper (et du projet de loi C-377) à l'élection fédérale du 19 octobre.

Le message à toutes les sections locales du SFCP est que vous n'avez pas à faire quoi que ce soit concernant le projet de loi C-377. Le confrère Charles et moi suivrons de près le déroulement de la situation et demeurerons en contact direct.

- **Assurance-emploi (AE)**

Une nouvelle étude réalisée par l'Institut de recherche en politiques publiques souligne les nombreux défauts de notre système d'assurance-emploi actuel, après dix ans de régime conservateur. Seulement 40 % des 1,3 million de chômeurs canadiens sont admissibles aux prestations de l'AE. L'étude décrit la façon dont le système exerce une discrimination en établissant les montants de prestations des personnes admissibles selon l'endroit où elles vivent.

Par exemple, deux travailleurs qui gagnent 560 \$ par semaine, l'un au Cap-Breton et l'autre à Saskatoon, et qui ont été mis à pied en mai 2015 ont droit aux montants suivants :

- Le travailleur de Cap-Breton (12 semaines de travail requises) a droit à des prestations de l'AE de 264 \$ par semaine pour une durée maximale de 30 semaines.
- Le travailleur de Saskatoon (20 semaines de travail requises) a droit à des prestations de l'AE de 280 \$ par semaine pour une durée maximale de 14 semaines.

J'étais fier de voir un communiqué de presse des présidents de nos quatre divisions provinciales dans la région de l'Atlantique et des Maritimes du Canada dénoncer les injustices et le manque de responsabilisation de notre commission actuelle de l'assurance-emploi. La réforme de l'assurance-emploi doit être un enjeu clé pour les élections fédérales.

- **Élections fédérales**

Comme je l'ai mentionné, nous sommes actuellement dans la campagne électorale fédérale la plus longue depuis plus de 100 ans. Le 19 octobre, nous aurons l'occasion de marquer l'histoire.

Dans le cadre de notre travail pour appuyer Thomas Mulcair et le NPD aux élections fédérales, nous avons organisé des petits-déjeuners sur les élections fédérales lors des dix congrès de divisions provinciales, le printemps dernier. Plus de 1 000 membres ont participé à ces séances, et je les remercie ainsi que ceux qui se sont engagés à participer à la campagne pendant une journée pour changer toutes les journées à venir. À la mi-août, j'ai frappé aux portes à Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario et au Manitoba avec des militants du SCFP. Notre parti et toute l'équipe des candidats néo-démocrates ont besoin de notre appui. Veuillez fournir votre appui dans votre circonscription.

Nous sommes maintenant dans la prochaine phase de notre campagne. Nous fournissons le matériel électoral approprié pour alimenter les discussions avec nos membres de la base, dans leur lieu de travail. Veuillez accéder à ces documents à <https://scfp.ca/election-federale-2015> et visitez notre site Web pour obtenir des nouvelles sur les divers enjeux et la campagne.

Les candidats néo-démocrates fédéraux liés au SCFP comprennent :

Jennifer Martel - Abbotsford, Colombie-Britannique (membre)  
Vicky O'Dell - Souris-Moose Mountain, Saskatchewan (membre du personnel)

Bobbi Stewart	- Cambridge, Ontario (membre)
Kathleen Jodouin	- Nipissing-Timiskaming, Ontario (membre)
Alex Johnstone	- Hamilton Ouest, Ontario (ancien membre)
Patrick Colford	- Miramichi, Nouveau-Brunswick (membre)
Brianne Goertzen	- Winnipeg-Sud, Manitoba (membre)
* Rathika Sitsabaiesan	- Scarborough Nord, Ontario (ancienne membre)
* Matthew Kellway	- Beaches-East York, Ontario (ancien membre)
* Alexandre Boulerice	- Rosemont-La Petite Patrie, Québec (membre du personnel)
* François Pilon	- Laval, Québec (ancien membre)
* Ruth-Ellen Brousseau	- Berthier-Maskinongé, Québec (ancienne membre)
* Robert Chisholm	- Dartmouth-Cole Harbour, Nouvelle-Écosse (membre du personnel retraité)

(\* députés fédéraux en place)

Je remercie chacun de vous qui participez bénévolement à la campagne néo-démocrate. Vous changez les choses grâce à vos activités militantes.

- **Réunion du Conseil de la Fédération**

Les premiers ministres provinciaux et territoriaux se sont réunis à St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador, à la mi-juillet.

Je suis heureux que notre syndicat ait été présent, et ait tenu un atelier public sur les 3P auquel ont participé plus de 100 citoyens. Le SCFP a aussi été visiblement actif au rassemblement de la Coalition canadienne de la santé pour le régime public d'assurance-maladie.

Dans le cadre de la délégation du CTC, j'ai pu participer à une réunion mondaine avec les premiers ministres et à une réunion syndicale privée avec quatre premiers ministres provinciaux.

Les infirmières et infirmiers du Canada ont publié un nouveau document de recherche à St. John's qui indique que le financement du nouvel Accord sur la santé imposé unilatéralement par le gouvernement Harper donnera lieu à des compressions de 43,5 milliards de dollars dans les provinces en 2024 (le calcul précédent avait prévu des compressions de 36 milliards de dollars).

- **Amiante**

Le site Web de Santé Canada a été discrètement modifié en juin afin de préciser pour la première fois les risques pour la santé associés à l'exposition à l'amiante. Jusqu'à présent, les gouvernements fédéraux successifs avaient refusé d'admettre les dangers pour la santé associés à l'exposition à l'amiante.

D'innombrables membres du personnel du SCFP et militants en santé et sécurité ont lutté pendant des décennies pour faire reconnaître ce problème. La reconnaissance publique de Santé Canada, bien que très tardive, témoigne de la diligence et de la légitimité de 25 années d'intenses pressions.

- **Commission de vérité et de réconciliation (CVR)**

En juin, la CVR a émis 94 recommandations sous la direction du juge Murray Sinclair. Le rapport complet sera publié plus tard cet automne.

Une grande partie du rapport de la Commission porte sur les recours pour les séquelles laissées par les pensionnats et sur des recommandations pour faire avancer le processus de réconciliation entre les peuples autochtones et non autochtones du Canada.

Notre syndicat doit adopter ces recommandations. La première étape consiste à accueillir le juge Sinclair en tant que conférencier spécial à notre prochain congrès national.

## 2. Négociations collectives, grèves et lock-out

Il y a eu cinq conflits du SCFP nécessitant des arrêts de travail au cours de la dernière période de déclaration. Tous ont été réglés, sauf un.

- **Section locale 2316 - Société d'aide à l'enfance de Toronto (Ontario)**

Quinze employés des services d'intervention d'urgence après les heures d'ouverture ont débrayé le 27 juillet pour appuyer les exigences de leur premier contrat. Après presque deux ans et demi à essayer d'obtenir un premier contrat, les membres sont frustrés de l'incapacité de l'employeur à conclure une entente avec le syndicat. Les membres demandent la parité avec leurs homologues de la Société d'aide à l'enfance catholique de Toronto.

PROVINCE	SECTION LOCALE	EMPLOYEUR	NOMBRE DE MEMBRES	DÉBUT DE LA GRÈVE	DURÉE (jours)
Nouvelle-Écosse	227	Cols bleus de la Halifax Water Commission	230	Le 19 mai 2015	59
Nouvelle-Écosse	1431	Cols blancs de la Halifax Water Commission	105	Le 19 mai 2015	59

Ontario	101	Ville de London	650	Le 23 mai 2015	62
Ontario	2316	Société d'aide à l'enfance de Toronto	15	Le 27 juillet 2015	En cours
Colombie-Britannique	401	Ville de Qualicum Beach	53	Le 31 juillet 2015 en lock-out	35

- **Sections locales 227 et 1431 - Halifax Water Commission (Nouvelle-Écosse)**

Les membres des deux sections locales sont retournés au travail après 59 jours sur la ligne de piquetage pour protéger leur régime de retraite à prestations déterminées. L'entente ratifiée prévoit des augmentations de 1,5 % pour chacune des deux premières années, de 2,25 % pour la troisième année, de 1,5 % pour la quatrième année et de 2,25 % pour la cinquième année. Le régime de retraite à prestations déterminées demeure le même avec certains changements, mais la grève a poussé l'employeur à supprimer les principales concessions qu'il avait initialement proposées à la table.

- **Le SCFP 101 - Ville de London (Ontario)**

Les 650 cols blancs de la Ville de London ont été forcés de faire la grève pour se défendre contre les importantes concessions demandées par l'employeur. L'employeur cherchait à obtenir des concessions concernant des horaires de travail plus souples, des avantages sociaux pour les retraités, l'évaluation du travail et l'affichage des emplois. Les salaires faisaient également l'objet d'un conflit. Grâce à la fermeté des lignes de piquetage et à l'appui des membres, la section locale a pu parvenir à un règlement après 62 jours de piquetage.

L'entente prévoit des augmentations salariales totalisant 4,75 % sur quatre ans, des augmentations limitées pour les heures de travail avec primes de quart, des modifications apportées à l'affichage des emplois et des avantages sociaux pour retraités pour les nouvelles recrues ainsi qu'un renforcement du plan d'évaluation du travail. De toute évidence, le maire et le Conseil étaient désengagés et devraient en payer le prix aux prochaines élections locales.

- **Section locale 401 – Ville de Qualicum Beach (Colombie-Britannique)**

Les membres ont été mis en lock-out par l'employeur le 31 juillet lorsque les membres ont refusé d'accepter un accord qui ne respectait pas le taux de 2 % d'augmentation générale des salaires par année. Après 35 jours de piquetage, la Ville a offert le taux de 2 % pour chacune des tranches de quatre ans, plus un

taux supplémentaire de 1 % pour les six derniers mois d'une entente de quatre ans et demi.

L'employeur a essayé de faire échouer cette entente à la dernière minute quand il a proposé de supprimer un poste de l'unité de négociation hors du champ d'application, après la ratification de la section locale. Il a par la suite retiré la proposition, ouvrant ainsi la voie au retour au travail.

- **Section locale 5167 - Royal Botanical Gardens (Ontario)**

Les membres des jardins botaniques ont évité la grève à l'aide d'une solide campagne visant à éviter la grève. Les 39 membres ont ratifié une entente de cinq ans prévoyant une augmentation générale de 1,00 \$ l'heure pour la première année et d'une augmentation supplémentaire de 1,5%, suivie d'augmentations annuelles de 1,75 %, 2,25 %, 2,50 % et 2,75 %. De plus, ils ont été en mesure de négocier des augmentations des allocations d'études, des allocations de repas et des allocations vestimentaires.

### **3. Le point sur les divisions des services régionaux**

- **Division du transport aérien**

Nous poursuivons notre cause juridique contre les conservateurs fédéraux qui accordent des exemptions aux lignes aériennes permettant le taux d'un agent de bord pour 50 passagers, une mesure régressive par rapport au taux précédent de 1:40.

Notre composante d'Air Canada continue de négocier au nom des agentes et agents de bord des lignes Mainline et Rouge.

La convention collective d'Air Transat expire en octobre, et des plans sont en cours afin d'entreprendre les négociations.

#### **CanJet**

Le 1<sup>er</sup> septembre 2015, le transporteur aérien CanJet a annoncé la fin de ses activités et licencié ses quelques dernières douzaines d'agentes et agents de bord et de pilotes.

La compagnie aérienne avait auparavant des employés à Halifax, Montréal et Toronto. À son apogée, elle avait environ 300 agentes et agents de bord. Une quantité substantielle des récentes activités de l'entreprise consistait à fournir des avions et du personnel à Air Transat pour les destinations vacances.

Les agents de bord et les membres de la section locale 4044 du SCFP étudient les options liées aux indemnités de départ.

- **Le Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH)**

Les changements de contrat dans le système de soins de santé de la Colombie-Britannique nuisent de nouveau à nos membres du secteur de la santé. La Vancouver Coastal and Providence Health Care Authorities est en voie de remplacer son fournisseur de services multinationaux Aramark par Compass.

Les 900 membres du SEH touchés veulent demeurer avec leur syndicat. Nous avons présentement, en cours d'examen au Conseil du travail de la Colombie-Britannique et au CTC, un conflit avec les Métallurgistes unis concernant leurs droits de représentation. Ce problème n'existerait pas si le Code du travail de la Colombie-Britannique contenait des dispositions sur les droits du successeur.

- **Colombie-Britannique**

Les sections locales des écoles primaires et secondaires de la Colombie-Britannique continuent de s'élever contre les compressions et mesures d'austérité et les licenciements forcés par le sous-financement du système d'éducation publique du gouvernement provincial.

Les travailleuses et travailleurs et la Ville de Nelson, membres de la section locale 339, ont reçu les éloges de leur député local à l'Assemblée législative pour leur intervention et leur nettoyage rapides après une violente tempête, le 28 juin 2015. Merci aux membres de la section locale 339 pour leur travail bien fait.

J'ai eu le plaisir de me joindre à des centaines de militants du SEH et du SCFP de la Colombie-Britannique pour les célébrations de la fête du Travail annuelle à Vancouver, le 7 septembre 2015.

- **Alberta**

Le nouveau gouvernement néo-démocrate de l'Alberta a agi rapidement concernant la première augmentation de 1,00 \$ du salaire minimum de la province, qui passera à 15 \$ l'heure en 2018. Le gouvernement a aussi promis d'éliminer le salaire minimum à deux vitesses des serveurs de boissons alcoolisées d'ici 2016.

Le Président de la Fédération des travailleurs de l'Alberta, Gil McGowan, se présente comme candidat néo-démocrate dans la circonscription d'Edmonton Centre. Notre parti a la possibilité d'obtenir de nouveaux sièges en Alberta, le 19 octobre.



- **Saskatchewan**

Les dirigeants du SCFP de la Saskatchewan ont organisé des barbecues pour les membres dans tous les coins de la province durant l'été. Ils ont obtenu des milliers de signatures contre les plans de privatisation du gouvernement Wall.

La consœur Vicky O'Dell, conseillère syndicale du SCFP, se présente comme candidate néo-démocrate dans la circonscription de Souris-Moose Mountain. Le NPD s'attend à obtenir des sièges en Saskatchewan cet automne, après une absence d'une décennie du gouvernement par manque de députés néo-démocrates.

- **Manitoba**

La section locale 500 (travailleurs municipaux de Winnipeg) a publiquement appuyé la réclamation au gouvernement fédéral de la construction d'une route toutes saisons jusqu'à la Première Nation de Shoal Lake No 40. Le lac Shoal est la source d'eau potable de Winnipeg. Situés dans le nord-ouest de l'Ontario, les résidents de la bande du lac Shoal sont soumis à un ordre d'ébullition de l'eau depuis plus d'une décennie.

Le SCFP du Manitoba a été visiblement actif dans la collectivité en organisant des barbecues pour les travailleuses et travailleurs de la santé et en fournissant un char allégorique pour le festival de Filipino Street. À la mi-août, au cours d'une soirée de campagne du SCFP, plus de 30 membres du SCFP sont allés solliciter des votes au nom de Pat Martin, député du NPD.

- **Ontario**

La campagne du SCFP de l'Ontario contre la privatisation d'Hydro One a suscité un appui croissant de la part du public contre cette mesure du gouvernement fédéral.

À la fin de juin, Thunder Bay est devenu la dernière ville à devenir une communauté bleue, reconnaissant ainsi l'eau comme un bien commun et l'accès à l'eau comme un droit de la personne.

Félicitations à nos six sections locales et aux membres du personnel du SCFP qui sont parvenus à un règlement avec les centres de soins infirmiers du groupe OMNI. Le règlement a été obtenu à une table de négociation unique. Ce niveau de coordination a donné des résultats très positifs dans le secteur très difficile des centres de soins infirmiers privés. Cet automne, les projecteurs sont braqués sur la négociation des conseils scolaires, avec 55 000 employés des conseils scolaires de l'Ontario à une seule table de négociation, la plus importante de notre syndicat.

J'ai eu le plaisir de participer à une réunion spéciale de toutes les sections locales des Conseils scolaires de l'Ontario au sujet de leur stratégie de négociation avec le gouvernement de l'Ontario pour leurs 55 000 membres. C'est la table de négociation unique la plus importante du SCFP.

Les militants de l'Ontario ont été très visibles dans les défilés de la fête du Travail tenus partout dans la province.

- **Québec**

Le SCFP du Québec et la Fédération des travailleurs du Québec ont applaudi l'annonce du chef du parti néo-démocrate, Thomas Mulcair, qu'un gouvernement fédéral néo-démocrate rétablirait pour les investisseurs le crédit d'impôt fédéral relatif à un fonds de travailleurs. Depuis 1990, le Fonds de solidarité (FTQ) a aidé à créer ou maintenir plus de 50 000 emplois au Québec.

Les négociations du Front commun pour les employés du secteur public, au nom de plus de 400 000 travailleuses et travailleurs (dont des milliers de membres du SCFP), ont permis d'obtenir le mandat de planifier la grève cet automne afin de sauvegarder les exigences du contrat dans les négociations avec le gouvernement Couillard.

J'ai eu le plaisir de me joindre aux dirigeants du SCFP du Québec lors du défilé de la fierté gaie, à Montréal, à la mi-août.

- **Nouvelle-Écosse**

Le gouvernement MacNeil a convoqué une réunion à la fin d'août pour informer les syndicats du secteur public de ses nouveaux mandats de négociation quinquennaux fondés sur les mesures d'austérité. Le SCFP ainsi que ses syndicats affiliés du secteur public ont promis de rester unis pour préserver nos droits à la libre négociation collective.

La section locale 4782 du SCFP a remporté une sentence arbitrale importante contre les Harmony House Residential Services concernant le salaire rétroactif avec intérêt, les cotisations au RÉER impayées, les cotisations syndicales impayées et un montant de 50 000 \$ pour dommages-intérêts majorés. Cette sentence arbitrale sera enregistrée auprès de la cour, puisque la résidence privée pour adolescentes a fermé ses portes.

Le président du SCFP Nouvelle-Écosse, le confrère Danny, a annoncé sa candidature au poste de président de la Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse (FTNÉ).

Le congrès de la FTNÉ se tiendra à la mi-octobre. Le confrère Rick Clarke, président de longue date, a annoncé son départ à la retraite en août.

- **Terre-Neuve-et-Labrador**

Le SCFP de Terre-Neuve-et-Labrador a organisé un symposium très fructueux sur les 3P à St. John's, qui coïncidait avec la réunion annuelle des premiers ministres provinciaux. Le symposium a obtenu toute l'attention des médias, étant donné que le gouvernement provincial conservateur, qui fait face à une défaite presque certaine aux élections à la fin de l'automne, vante les mérites de ses plans de foyers de soins infirmiers en 3P, parmi d'autres initiatives de privatisation.

- **Île-du-Prince-Édouard**

Le SCFP de l'Île-du-Prince-Édouard a organisé un atelier très fructueux sur le devoir de fournir des adaptations, à Charlottetown, les 22 et 23 juin 2015. Un groupe mixte de membres syndicaux, de représentants des employeurs et de groupes communautaires y ont participé, et tous ont félicité le personnel de la Direction de l'égalité du SCFP pour son bon travail.

Les dirigeants du SCFP de l'Î.-P.-É utilisent le modèle d'Un monde plus juste pour discuter des principaux thèmes de la campagne électorale, comme les garderies de qualité et la sécurité de la retraite, avec les membres de toute la province.

- **Nouveau-Brunswick**

Les membres de la section locale 18, qui sont des employés de la Ville de Saint John, sont parvenus à une nouvelle entente de 5,5 ans comportant des augmentations de salaire de 14,5 % pendant toute la durée de l'entente.

Les mesures d'austérité demeurent à l'ordre du jour dans tous les secteurs financés par le gouvernement provincial, au Nouveau-Brunswick. De nombreux secteurs clés sont sans entente depuis bien plus de deux ans, et la province envisage un modèle de foyers de soins infirmiers en 3P.

Les membres ont été visiblement actifs pendant tout l'été et ont protesté contre les compressions dans le secteur de la santé, les foyers de soins infirmiers proposés en 3P et d'autres compressions dans le secteur public.

#### **4. Pensions**

Les régimes de retraite demeurent un problème de premier plan dans tous les secteurs de notre syndicat. À la Halifax Water Commission, nos 300 membres des sections locales 227 et 1431 ont fait du piquetage pendant 9 semaines pour défendre avec succès leur régime de retraite à prestations déterminées.

Voici quelques points saillants sur les régimes de retraite au cours de la période visée par le présent rapport :

- **Alberta**

Nous avons appris à la mi-juillet que les dettes liées au régime de retraite du secteur public ont baissé de plus de 400 millions de dollars. Ce redressement confirme que la prise de position adoptée par la coalition des syndicats du secteur public en 2014, selon laquelle la loi draconienne aurait réduit les prestations, n'était pas nécessaire.

Le projet de loi est mort au feuilleton lorsque l'ancienne première ministre, Alison Redford, a démissionné. Le gouvernement de l'ancien premier ministre Jim Prentice a été défait par Rachel Notley et le NPD aux élections du 5 mai 2015, et la menace de l'imposition de modifications législatives a disparu.

- **Hospitals of Ontario Pension Plan (HOOPP)**

Le HOOPP a annoncé à la fin de juin l'élargissement des droits pour inclure les travailleurs dont l'emploi a été cédé par un employeur à un autre pour consolider leurs prestations de retraite dans leur régime actuel. Cela aidera des centaines d'anciens employés de la Victorian Order of Nurses (VON) qui sont maintenant membres de HOOPP.

Le HOOPP, dirigé par la consœur Helen Fetterly, syndic du SCFP et présidente du conseil de HOOPP, a récemment annoncé l'élargissement des droits des travailleuses et travailleurs de la santé à temps partiel à la participation au régime de retraite. L'ancienne exigence d'un minimum de 700 heures de travail par année a été supprimée. Les travailleurs à temps partiel sont devenus admissibles à participer au régime en 2007. Depuis, plus de 53 469 personnes se sont inscrites.

Dans la même veine, j'ai remarqué le tout dernier bulletin d'information de la section locale 1169 du SCFP (employés de la bibliothèque publique de Calgary et Cochrane) qui informe tous les membres ayant un horaire de 14 heures par semaine (ou plus) de leur droit de s'inscrire au régime de retraite des administrations municipales.

Nos efforts continuels pour représenter les travailleurs précaires doivent comprendre la négociation de dispositions comme le droit d'adhérer au régime de retraite. Nous devons également informer et encourager tous les membres à se prévaloir de leurs droits.

Je félicite nos dirigeants du Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario (SEH) et de la section locale 1169 pour leur prévoyance dans la défense des droits des travailleuses et travailleurs à temps partiel et des travailleurs précaires.

- **Régime de retraite multisecteur (RRMS)**

Le RRMS du SCFP continue de croître. Un total de 161 employeurs y participent, dont 131 sont des sections locales du SCFP. Un total de 13 635 travailleurs y sont inscrits (en mars 2015), ce qui représente une augmentation de 30 % depuis 2010.

- **Régimes de retraite des secteurs d'activités liés aux foyers de soins infirmiers**

En décembre 2010, les statistiques de ces régimes étaient les suivantes :

○	23 371 membres du SEIU
○	10 871 membres du SCFP
○	7 715 membres d'UNIFOR
○	1 993 membres des infirmières et infirmiers de l'Ontario
○	5 104 retraités
=	<hr/> 44 108 membres au total

En décembre 2014, les statistiques de ces régimes étaient les suivantes :

○	29 130 membres du SEIU
○	13 850 membres du SCFP
○	9 610 membres d'UNIFOR
○	2 934 membres des infirmières et infirmiers de l'Ontario
○	7 505 retraités
=	<hr/> 55 791 membres au total

Le régime est entièrement financé de façon continue et continue de croître à mesure que des foyers de soins infirmiers nouvellement recrutés y sont ajoutés par le biais des négociations.

## **5. Rapport sur le recrutement**

Pendant la période du 1<sup>er</sup> juin au 31 août 2015, le SCFP a recruté 550 nouveaux membres dans 10 unités de négociation. L'unité la plus importante recrutée était une unité du SEH à Simple Q, au Centre de soins Inglewood, qui comprend 246 travailleuses et travailleurs de la santé. Nous accueillons tous nos nouveaux membres dans la famille du SCFP.

Dans tout le pays, nous avons recruté 379 membres des établissements de soins de longue durée, 13 membres du secteur de la santé, 75 membres du secteur des municipalités, 43 membres du secteur des services sociaux et 40 membres du secteur de l'enseignement postsecondaire.

Nous menons présentement 53 campagnes actives qui, si elles sont réussies, apporteront 4 619 nouveaux membres au SCFP. Devant les commissions des relations de travail de tout le pays, nous avons 8 projets représentant 1 638 nouveaux membres en attente de la tenue de votes d'accréditation. Il y a 8 projets de restructuration en cours qui se traduiront par des votes de représentation qui touchent 2 814 membres du SCFP. Malheureusement, au cours de cette période, nous avons perdu 1 552 membres de CBC lors d'un scrutin de représentation.

## **6. Justice dans le monde et solidarité internationale**

- **Conférence des délégués nationaux d'UNISON**

J'ai eu le plaisir de participer à la conférence annuelle de notre syndicat affilié du Royaume-Uni, qui a eu lieu à Glasgow, en Écosse, du 16 au 19 juin 2015. J'étais leur conférencier international, et leur demande portait sur les accords commerciaux internationaux comme l'Accord économique et commercial global (AECG) et le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI) et les périls des clauses investisseur État qui donnent plus de pouvoir aux multinationales.

Aux élections du 7 mai 2015 au Royaume-Uni, les conservateurs ont atteint une majorité, et les syndicats du Royaume-Uni se préparent à combattre leur plan d'austérité et leurs attaques législatives sur le droit de grève.

- **New York State Fast Food Wage Board**

L'État de New York a décidé d'appliquer le salaire minimum de 15 \$ l'heure dans la ville de New York d'ici 2018, puis dans l'État entier d'ici 2021, une décision qui touche environ 180 000 travailleuses et travailleurs. Les manifestations de masse se poursuivent dans toutes les grandes villes américaines pour réclamer un salaire décent pour tous les travailleurs.

- **American Federation of State, County and Municipal Employees (AFSCME)**

En juin 2015, l'AFSCME a accueilli les cadres supérieurs du bureau national de notre syndicat pour discuter de recrutement, de régimes de retraite, et de l'importance de rétablir les liens avec les membres de la base syndicale et d'autres membres clés.

Les attaques contre les droits syndicaux se poursuivent aux États-Unis. Le gouverneur du Wisconsin, Scott Walker, a fait de l'élimination des droits syndicaux l'élément central de sa course à l'investiture du parti républicain. Nous avons appris en juin que le premier ministre, Stephen Harper, a rencontré Scott Walker à Ottawa le printemps dernier.

De loin le plus grand défi que doivent relever les syndicats du secteur public aux États-Unis est un dossier imminent à la Cour suprême, *Friedrichs c. California Teacher's Association*. Ce cas porte sur la déduction obligatoire des cotisations syndicales et est dirigé par plusieurs groupes de droite.

Il est essentiel que notre syndicat continue de développer ses relations avec nos syndicats affiliés aux États-Unis et dans le monde entier par le biais de notre syndicat mondial, l'Internationale des Services Publics (ISP).

- **Correspondance internationale**

Au cours de la période visée par le présent rapport, nous avons écrit aux présidents de la Colombie, des Philippines et de l'Iran relativement aux violations des droits syndicaux fondamentaux.

- **L'Internationale des Services Publics (ISP)**

L'ISP nous a informés à la mi-juillet 2015 d'une journée de grève générale décrétée le 9 juillet par la Confédération générale des travailleurs portant sur le salaire minimum et la fin de la corruption gouvernementale.

- **Grèce**

La Grèce a ressenti de nouveau le pouvoir de l'Union européenne et du FMI lorsque de nouvelles mesures d'austérité ont été imposées à la population grecque pour payer le prix des fonds de sauvetage. On n'a pas demandé aux banquiers et autres créanciers de faire des sacrifices. Seul le peuple grec subit les effets des mesures d'austérité.

## **7. Notes personnelles et In memoriam**

J'offre mes plus sincères condoléances aux familles du personnel, membres et retraités du SCFP qui ont perdu un être cher durant la période visée par le présent rapport :

- Julian Farinha, section locale 1280 (Conseil scolaire catholique du district de Toronto)
- Paul Cheeseman, section locale 416 (Ville de Toronto)
- Pat Zolf, section locale 79, retraité (Ville de Toronto)
- Darryl McKenzie, section locale 1050 (Ville de Quesnel)
- Mahmoud Ghannam, section locale 2974, ambulancier (Essex Windsor)
- Frank McGregor, section locale 30 (membre retraité et ancien président de la section locale 30)
- Barbara Ann Dickinson, section locale 15 (secrétaire-trésorière de la section locale 15)

- Farida Abdurahman, section locale 4822 (membre)
- Clare Powell, retraitée – Bureau régional de la Saskatchewan
- Richard Balnis, personnel retraité – Bureau national

## Retraite

Je remercie sincèrement les membres du personnel du SCFP suivants pour leurs nombreuses années de services dévoués à notre syndicat :

- Monique Drapeau bureau local de North Bay (1<sup>er</sup> juin 2015)
- Kathleen Corrigan bureau régional de la Colombie-Britannique (1<sup>er</sup> juin 2015)
- Donald Devine bureau régional de la Colombie-Britannique (1<sup>er</sup> juillet 2015)
- Rhonda Spence bureau régional de la Colombie-Britannique (1<sup>er</sup> juillet 2015)
- William Sumerlus bureau régional du Manitoba (1<sup>er</sup> juillet 2015)
- Jill Allyson Currie bureau régional du Manitoba (1<sup>er</sup> juillet 2015)
- Sylvie Pépin bureau régional du Québec (1<sup>er</sup> juillet 2015)
- Elaine Ehman bureau régional de la Saskatchewan (1<sup>er</sup> août 2015)
- Ruth Scher bureau régional de la Colombie-Britannique (1<sup>er</sup> août 2015)
- Frederick Blake bureau local de London (1<sup>er</sup> août 2015)
- Pierina DeBellis bureau local de Windsor (1<sup>er</sup> septembre 2015)
- Derek Blackadder bureau régional de l'Ontario (1<sup>er</sup> septembre 2015)

Comme vous pouvez le voir, même en été, nous demeurons très occupés dans tous les secteurs de notre syndicat.

Félicitations au personnel des communications et de l'alphabétisation du SCFP qui a gagné le prix Cliff Scotten de l'Association canadienne de la presse syndicale (ACPS) pour une œuvre narrative, vidéo, audio ou visuelle qui reflète l'histoire, les traditions et la culture du mouvement ouvrier. Le prix a été remporté pour notre production « CUPE Learning in Solidarity ». Félicitations encore à tous ceux et celles qui ont collaboré à la réalisation de ce site consacré à l'apprentissage et l'alphabétisation.

Je suis fier de signaler que notre syndicat a fait un don de 10 000 \$ pour créer une nouvelle ressource en ligne pour les femmes et les enfants aux prises avec la violence familiale. Vous pouvez trouver cette nouvelle ressource importante, qui est parrainée par le Réseau canadien des maisons d'hébergement pour femmes, à [hebergementfemmes.ca](http://hebergementfemmes.ca).

Enfin, je vous demande de voter pour le NPD et de participer au soutien de votre candidat néo-démocrate local. Nous sommes sur le point de marquer l'histoire. Faisons notre part pour réaliser les rêves des nombreux militants qui ont bâti notre mouvement et notre parti politique.



Je remercie tous les militants et le personnel du SCFP pour leurs nombreux efforts en faveur de nos 633 000 membres.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments les plus solidaires.

Le président national,

A handwritten signature in black ink that reads "Paul Moist". The signature is written in a cursive, flowing style.

PAUL MOIST

:jv/ceu  
Révision : Le 29 septembre 2015, à 15 h24